LE MADJLISS ECHOURA A TRANCHÉ LE DOSSIER DES DISSIDENTS

Le MSP opte pour l'apaisement

Réuni en session extraordinaire ce week-end, le madjliss echoura du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a opté pour l'apaisement dans la gestion du dossier des dissidents. L'instance consultative a choisi de ne pas fermer la porte de la «Haraka» à la face de Menasra et consorts.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La «choura» a tranché. Les membres du Conseil consultatif du MSP, réunis ce week-end à Zéralda, ont décidé de ne pas prendre de mesures disciplinaires à l'encontre des cadres et des militants dissidents qui ont créé, récemment, le Mouvement pour la prédication et le changement.

Adoptée, hier, à l'unanimité, la résolution finale de la session extraordinaire du madjliss echoura insiste sur l'unité de la «Haraka» tout en dénonçant les «agissements» de ceux qui «nourrissent la crise».

Intervenant au terme de la session, Aboudjerra Soltani explicitera la décision des «sages».

«Nous estimons que ceux qui ont choisi de militer en créant une nouvelle structure ont commis une faute. Je ne veux pas être celui qui signera hâtivement leur exclusion définitive. Nous préférons donc attendre, peut-être reviendront-ils auprès de nous ? La porte du Mouvement leur est grande ouverte. Elle sera toujours ouverte», a déclaré le président du Mouvement de la société pour la paix. Aboudjerra Soltani s'est voulu optimiste. «Lors de la réunion des cadres qui s'est tenue hier (jeudi), nous avons dressé un bilan de la situation organique. Il s'est avéré que seulement 3% des cadres et des militants ont fait dissidence.

Photo : Samir Sid

Bouguerra Soltani se veut optimiste.

Je suis convaincu qu'au mois de juillet, lors de la prochaine session ordinaire du madjliss echoura, il y aura seulement 0,2 ou 0,3% de dissidents. Nous devons donc nous unir pour appeler nos frères à nous rejoindre.»

L'heure est donc à l'apaisement même si le conseil consultatif insiste également sur les mesures «strictes» à prendre à l'encontre de ceux qui ont «violé les textes et les règles régissant le parti».

En fait, ces mesures concernent essentiellement la vingtaine de députés et de sénateurs qui ont décidé de créer un nouveau groupe parlementaire.

Si les plus hautes instances du MSP se sont ouvertement prononcées sur le dossier des dissidents, la participation au sein du prochain gouvernement semble être restée en suspens. Pourtant, cette question a elle aussi été soumise à l'étude ce week-end. «Rien n'a encore été décidé définitivement. Nous préférons encore attendre. Nous avons une liste que nous proposerons au moment opportun», a indiqué Abderrahmane Saïdi, président du madjliss echoura.

Quant au retrait de Aboudjerra Soltani de l'exécutif comme exigé depuis plusieurs mois par nombre de cadres du parti, «là aussi, rien n'a été tranché. C'est une décision sensible», dira encore Saïdi en précisant que le parti ne pourra «entrer en conflit» avec le président Bouteflika, si ce dernier estime que Soltani devait garder son poste de ministre d'Etat sans portefeuille.

T. H.

ABDELAZIZ ZIARI À PROPOS DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE :

«C'est loin d'être une priorité pour moi»

La révision de la Constitution n'est pas «une priorité» pour le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari, qui écarte la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur la fraude.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -Alea jacta est. Et le sort en est jeté. Une locution adéquate pour paraphraser les propos tenus jeudi dernier sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari, commentant les résultats de l'élection présidentielle du 9 avril dernier.

«Ce n'était une surprise pour personne», dira Abdelaziz Ziari, à propos de la réélection à un troisième mandat présidentiel, avec des résultats validés par le Conseil constitutionnel, de Abdelaziz Bouteflika.

Pour Abdelaziz Ziari, les citoyens ont renouvelé leur confiance au chef de l'Etat, tant pour la concrétisation de ses engagements lors de ses deux mandats précédents que pour répondre à leur besoin de stabilité et de tranquillité.

En relevant que les compétiteurs électoraux du chef de l'Etat n'étaient pas «à sa taille». Cela même si le président de l'APN, au regard d'un «certain désintérêt» lors des élections locales et législatives passées, s'attendait à un taux de participation électorale moindre à celui annoncé qui constitue, néanmoins, «une heureuse surprise».

L'occasion pour Abdelaziz Ziari de saluer la forte mobilisation populaire lors de la «belle campagne électorale», en dépit des allégations d'absence de compétition «féroce» ou d'un «enjeu». Mais aussi d'estimer que «le boycott électoral tel que préconisé par certains n'est pas la meilleure solution».

Toutefois, en réaction à certaines doléances exprimées quant à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur des cas de fraude lors du récent scrutin présidentiel, Abdelaziz Ziari opposera une réponse négative.

Il «n'est pas question d'une commission d'enquête parlementaire», dira-t-il, estimant que le verdict électoral a été prononcé et que «chacun reste dans ses responsabilités».

A l'adresse de ceux qui «crient à la fraude à chaque fois qu'ils perdent électoralement» ou qui appellent à la dissolution du Parlement, le président de l'APN ajoutera qu'«il faut rester mesuré. Il ne s'agit pas de perdre son temps mais d'aller de l'avant». Conviction que l'hôte radiophonique réitérera à propos de la révision de la Constitution.

Pour Abdelaziz Ziari, la révision partielle de la Constitution en novembre 2008 n'a pas touché aux équilibres des pouvoirs mais a harmonisé et clarifié les attributions au sein de l'instance exécutive.

Et c'est ce qui importe selon le président de l'APN qui estime que la révision constitutionnelle relève en dernier ressort des prérogatives du chef de l'Etat même si les partis ont tout loisir de faire des propositions. Néanmoins, «c'est loin d'être une priorité, au moins pour moi», affirmera Abdelaziz Ziari à propos de cette révision.

Voire, elle ne constitue pas une urgence au regard de la nécessité de résorber davantage le chômage, de penser à l'après-pétrole et d'organiser «l'économie réelle» de manière vigilante.

Estimant que le processus de réconciliation nationale continue, donnant des résultats «probants», le président de l'APN a néanmoins écarté toute idée d'amnistie «tant qu'il y a encore des criminels» et affirmé que «la lutte contre le terrorisme continue et doit continuer avec la même détermination».

C. B.

L'APN EN SESSION PRINTANIÈRE JUSQU'AU 2 AOÛT

L'examen du code communal et de wilaya reporté à l'automne

L'examen du code communal et du code de wilaya a été reporté pour la session parlementaire d'automne.

Selon le président de l'APN, Abdelaziz Ziari, ce report est motivé par la nature «sensible et importante» de ces textes.

Dans cet ordre d'idées, il a estimé nécessaire de «renforcer le rôle des élus locaux» et leurs missions d'écoute et suivi au niveau des wilayas.

Toutefois, l'APN reste en session de printemps «probablement jusqu'au 2 août prochain», indique son président qui précise que le travail parlementaire «normal» ne reprendra qu'après la présentation du plan d'action du gouvernement d'ici le début de mai, estimant ce délai «raisonnable».

C. B.

LOUISA HANOUNE DEVANT LES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL :

«Nous refusons ces résultats»

«La fraude était brutale et agressive. Elle n'était pas méthodique.» Louisa Hanoune est en colère. Devant les membres du comité central de son parti, elle dira que «tous les moyens ont été utilisés pour la fraude et que le taux de participation n'a pas dépassé les 52% ».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Dans un sévère réquisitoire, la candidate du Parti des travailleurs à l'élection présidentielle du 9 avril dernier n'a pas été par trente-six chemins pour «dénoncer ceux qui nous ont volé nos voix», portant à la connaissance des membres du comité central de son parti et des journalistes présents, que «la fraude était dirigée contre nous, car le Parti des travailleurs était la seule force politique de l'opposition». Pour la conférencière, «c'est le système du parti unique qui est à l'origine de ces pratiques, et ce, après avoir été secoué par la population qui a voté pour la rupture».

En guise d'arguments, Louisa Hanoune dira que «la panique a débuté à 16h30 mn, alors que la fraude était entière dans sept wilayas du pays». «Le système est aux abois. Il se trouve aujourd'hui dans une crise sans précédent.

C'est une véritable panique qui s'est emparée d'eux. Ils ont eu peur du Parti des travailleurs. Nous refusons les résultats validés par le Conseil constitutionnel.

Abdelaziz Belkhadem a dit qu'il y a eu un tsunami électoral. Moi, je dis qu'il y a eu un tsunami de fraude», a expliqué la porte-parole du Parti des travailleurs. C'est dans cette optique qu'elle a réitéré la principale revendication de son parti, à savoir «la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'une élection législative anticipée».

A ce titre, elle fera savoir que «l'APN doit être dissoute». «Il y a même des ministres du FLN qui sont pour sa dissolution», a-t-elle soutenu. Mme Louisa Hanoune, qui ne reconnaît pas la qualité d'observateurs aux étrangers ayant assisté à ces élections, car «ces derniers m'ont dit qu'ils sont venus seulement pour présenter un rapport à Ban Ki-moon», conclut son intervention en annonçant que des réunions des différentes commissions de son parti se tiendront prochainement et que suite à cela, des actions seront fixées par la direction du parti.

A. B.